



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Surveillance sanitaire des denrées animales et végétales et des aliments pour animaux



BILAN 2021

**Plans de surveillance
et plans de contrôle**

Les plans de surveillance et les plans de contrôle : quels objectifs ?

RÔLE AU SEIN DU DISPOSITIF DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS ?

La direction générale de l'alimentation (DGAL) met en œuvre deux types de contrôles pour assurer la sécurité des aliments aux citoyens, tout au long de la chaîne alimentaire :

1 > le contrôle des établissements producteurs et distributeurs de denrées, pour s'assurer que leur fonctionnement est conforme à la réglementation (bonnes pratiques d'hygiène, auto-contrôle des produits, etc.) ;

2 > le contrôle des produits (français et importés), via la mise en place de campagnes de prélèvements de denrées, appelées plans de surveillance et plans de contrôle.

Les plans de surveillance et les plans de contrôle (PSPC) relèvent de deux stratégies différentes et sont complémentaires. Sur la base de prélèvements aléatoires et représentatifs de la production ou de la consommation, les plans de surveillance permettent d'évaluer l'exposition globale du consommateur à un risque particulier et ainsi d'identifier les mesures de gestion pour le maîtriser.

Les plans de contrôle, quant à eux, vont porter sur des matrices ciblées qui représentent un risque accru de contamination et vont permettre notamment d'évaluer l'efficacité des mesures de gestion mises en œuvre. La DGAL pilote le dispositif des PSPC et coordonne leur mise en œuvre avec les autres ministères compétents⁽¹⁾.

La DGAL assure la surveillance de :

La contamination des productions primaires animales et denrées alimentaires d'origine animale, nationales ou importées à tous les stades chaîne alimentaire



La contamination des productions primaires végétales (exploitations agricoles)



La contamination des aliments pour animaux, nationaux ou importés



QUELS CONTAMINANTS ?

Les contaminants chimiques :

résidus de médicaments vétérinaires tels que les antibiotiques, substances interdites telles que le chloramphénicol, pesticides tels que les organochlorés, éléments traces métalliques tels que le plomb, polluants organiques tels que les dioxines.

Les contaminants biologiques :

bactéries telles que les Salmonelles, virus tels que le virus de l'Hépatite E, toxines telles que les phycotoxines, parasites tels que les Anisakidae).

Les contaminants physiques :

radionucléides.

Ces contaminants ont un effet néfaste avéré ou suspecté, pour la santé des consommateurs, avec des conséquences à court terme (ex: infection alimentaire à *Salmonella*) ou à long terme (toxicité chronique pouvant entraîner des cancers ou des troubles endocriniens).

⁽¹⁾ Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (ministère chargé de l'économie) : loyauté et denrées d'origine végétale, animales au stade de la distribution et aliments pour animaux. Direction générale de la santé (ministère chargé de la santé) : eaux embouteillées destinées à la consommation humaine.

PRINCIPAUX RÉSULTATS 2021

La majorité des **57 703** prélèvements réalisés en 2021 a été effectuée au niveau des abattoirs et en production primaire, notamment dans la filière des animaux de boucherie où ont été réalisés 63% des prélèvements (dont 36% en filière bovine) et dans la filière volaille où ont été réalisés 15% des prélèvements effectués. Viennent ensuite les produits de la pêche avec 8% des prélèvements.

 **21** plans de contrôle et de surveillance

 **57 703** prélèvements de la fourche à la fourchette

 **+ de 200** substances et contaminants recherchés (chimiques, biologiques et physiques)

Un objectif triple

1 > Éviter la mise sur le marché de productions non conformes

2 > Identifier des mauvaises pratiques d'utilisation de certaines substances (substances interdites, médicaments vétérinaires, produits phytopharmaceutiques)

3 > Améliorer la connaissance sur les niveaux de contamination dans les productions primaires animales et végétales, aliments pour animaux et denrées alimentaire d'origine animale.

→ Contaminants recherchés au niveau national et sur les denrées importées



En production animale, les contaminants recherchés sont essentiellement les substances interdites et promoteurs de croissance tels que le chloramphénicol ou les stéroïdes, et les résidus de médicaments vétérinaires, tels que les antibiotiques ou les anti-inflammatoires.

La recherche des autres contaminants chimiques (éléments traces métalliques et polluants organiques persistants) et celle des contaminants biologiques représentent respectivement 12% et 6% du total des prélèvements.

En 2021, l'antibiorésistance reste un enjeu majeur pour la santé publique (3% des prélèvements).



En production végétale, les plans portent essentiellement sur la recherche de résidus de produits phytopharmaceutiques. Au total, ce sont 1595 prélèvements qui ont été réalisés en 2021 pour rechercher des substances actives non autorisées sur la récolte ou vérifier la conformité des végétaux au regard des limites maximales de résidus autorisés par la réglementation.

→ Des taux de conformité élevés

En 2021, la très grande majorité des **57 703** prélèvements réalisés sont conformes au regard des seuils de contamination fixés par la réglementation européenne.



En production animale, les taux de conformité des plans sont élevés et sont compris entre **98 et 100%**, à l'exception du plan de contrôle des résidus d'éléments traces métalliques dans le gibier avec plus de 20% de non conformités détectées.



En production végétale, le taux de conformité est de **86%** pour le plan de surveillance et de **94%** pour le plan de contrôle des résidus de produits phytopharmaceutiques. Les non-conformités détectées correspondent à des dépassements de limites maximales autorisées ou bien en la présence de substances non autorisées pour une culture donnée.

Les données collectées viennent alimenter les études d'évaluation des risques nationales et européennes, pour améliorer les connaissances en matière d'exposition du consommateur aux dangers d'origine alimentaire. Le cas échéant, elles aident à orienter également l'évolution de la réglementation, par exemple via la mise en place de réglementations particulières ou de recommandations pour le consommateur.

QUEL CHAMP D'APPLICATION ?

Dans le champ des compétences de la DGAL, les plans de surveillance et les plans de contrôle couvrent **toute la chaîne alimentaire, selon le principe de la fourche à la fourchette, de la production à la mise**

sur le marché. Des prélèvements sont aussi réalisés aux frontières de l'Europe, en postes de contrôle frontaliers, pour vérifier la conformité des denrées importées avec les exigences européennes.

57 703
prélèvements



13 M€
de budget



1 600
agents mobilisés
à travers le territoire
national et aux frontières



QUELLES SUITES, EN CAS DE NON CONFORMITÉ ?

En cas de résultats non conformes, l'**administration prend des mesures adaptées et proportionnées telles que :**

- un rappel à la réglementation (ex : germes indicateurs d'hygiène) ;
- le retrait et/ou rappel et destruction de lots (ex : *Listeria*) ;
- la mise sous séquestre de cheptels et de leur production (ex : contamination dioxine, métaux lourds), abattage (substances interdites), destruction de récolte (résidus de produits phytosanitaires dans les végétaux) ;
- une enquête pour identification de l'origine de la non conformité, avec des

mesures coercitives et interventions possibles de la Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires (ex : cas des substances interdites) ;

- la mise en place de réglementations particulières (fixation de limites maximales de résidus, arrêtés préfectoraux) ou de recommandations pour le consommateur (ex : recommandation de l'Anses relative au risque de contamination des poissons par le mercure) ;
- des contrôles renforcés et la mise en place d'une clause de sauvegarde en cas de non conformité détectée sur des produits importés.

QUELLE UTILISATION DES RÉSULTATS ?

Les plans de surveillance et les plans de contrôle constituent un outil essentiel de préservation de la santé publique des citoyens et contribuent dans le même temps à la valorisation des produits agricoles et agroalimentaires français à l'exportation.

Les résultats sont transmis à :

- la **Commission européenne**, pour faire état de l'application de la réglementation européenne sur le territoire en matière de surveillance sanitaire des aliments ;
- l'**Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)** et l'**Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)**, qui les utilisent pour réaliser une évaluation du risque d'exposition du consommateur, à l'échelle européenne ; ces travaux sont ensuite exploités pour établir ou réviser les mesures de gestion en matière de sécurité sanitaire des aliments.